

ODEPARTEMENT DE LA GUADELOUPE**VILLE DE BASSE-TERRE**

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS MUNICIPAUX DE LA VILLE DE BASSE-TERRE AUTORISANT LA SOCIÉTÉ « SAINT-VINCENT DE PAUL », CONFÉRENCE NOTRE DAME DE GUADELOUPE, REPRÉSENTÉE PAR MADAME LENI MARATON, LA PRÉSIDENTE, À ORGANISER L'ARBRE DE NOËL DES ENFANTS DE FAMILLES DÉFAVORISÉES, DANS LES SALONS D'HONNEUR ET SUR LA TERRASSE DE L'HÔTEL DE VILLE DE BASSE-TERRE, LE MERCREDI 20 DÉCEMBRE 2023, DE 14 HEURES 00 À 18 HEURES 00.

Le Maire de la Ville de BASSE-TERRE, Monsieur André ATALLAH ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2212-1 ;

Vu le Code de la Route, notamment l'article R 411-2 ;

Vu le code pénal ;

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 relative aux Droits et Libertés des Communes des Départements et des Régions ;

Vu la loi n° 99-291 du 15 avril 1999 relative aux Polices Municipales ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Considérant la demande arrivée dans notre collectivité en date du 06 décembre 2023, par laquelle la société « **SAINT-VINCENT DE PAUL** », conférence notre Dame de la Guadeloupe, représentée par Madame Léni MARATON, la Présidente, sollicite un arrêté municipal, en vue d'organiser l'Arbre de Noël des enfants de familles défavorisées, dans les Salons d'honneur et sur la Terrasse de l'Hôtel de Ville de Basse-Terre, le **mercredi 20 décembre 2023, de 14 heures 00 à 18 heures 00**.

ARRETE

ARTICLE 1ER : Autorise la société « **SAINT-VINCENT DE PAUL** », conférence notre Dame de la Guadeloupe, représentée par Madame Léni MARATON, la Présidente, à d'organiser l'Arbre de Noël des enfants de familles défavorisées, dans les Salons d'honneur et sur la Terrasse de l'Hôtel de Ville de Basse-Terre, le **mercredi 20 décembre 2023, de 14 heures 00 à 18 heures 00**.

ARTICLE 2 : La société « **SAINT-VINCENT DE PAUL** » devra prendre toutes les mesures afin d'éviter que ne soient troublés l'ordre et la tranquillité publique. L'organisateur devra prendre toutes les mesures afin d'assurer la protection et la sécurité des Biens et des Personnes (Barrières, rubalises, matérialisés, etc. ...), pour matérialiser ces dispositions.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté devra obligatoirement être notifié, publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Guadeloupe, dans un délai de deux (2) mois, à compter de sa notification.

ARTICLE 5 : Les droits des tiers seront et demeureront préservés conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur des Infrastructures et du développement durable du Territoire de la Ville de Basse-Terre ; Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de BASSE-TERRE ; Monsieur le Commandant de Police Nationale de BASSE-TERRE et toutes personnes placées sous leur autorité, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Ampliation à Madame la Cheffe du Centre Principal de Secours de la Région SAINT-CLAUDE.

*Certifie exécutoire compte tenu
de sa transmission en Préfecture, le
de la notification, le
de la publication et/ou de l'affichage, le
Fait à Basse-Terre, le*

19 DEC. 2023

19 DEC. 2023

19 DEC. 2023

19 DEC. 2023

Basse-Terre, le 19 DEC. 2023

P/Le Maire, André ATALLAH
Le Conseiller Municipal Délégué
à la Sécurité Publique,



Jean-François ISSA

P/Le Maire, André ATALLAH
Le Conseiller Municipal Délégué
à la Sécurité Publique,



Jean-François ISSA